



N^o 205

Le 31 août 1989

LE CANADA GRAVEMENT PRÉOCCUPÉ PAR LA RÉACTION
DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN À LA CAMPAGNE
DE PROTESTATION PACIFIQUE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, s'est dit aujourd'hui profondément préoccupé par la réaction du gouvernement sud-africain aux protestations pacifiques contre la discrimination raciale. "Les mesures de harcèlement et de détention dont ont récemment fait l'objet les chefs de l'opposition et l'attaque aux gaz lacrimogènes lancée contre l'Archevêque Desmond Tutu et des centaines d'écoliers, sans qu'il y ait eu mise en garde ou provocation, sont typiques de la réaction du gouvernement sud-africain aux mouvements d'opposition pacifique et nous amènent à nous interroger sérieusement sur son désir déclaré de changer la situation", a indiqué M. Clark.

Des milliers de Sud-Africains mènent actuellement une campagne de protestation non violente sous la direction du Mouvement démocratique de masse, une vaste coalition formée des représentants de l'UDF, du COSATU, des églises, d'organisations de jeunes et d'organisations professionnelles, communautaires et autres, opposées à l'apartheid. Les manifestants protestent entre autres contre les services appliquant la ségrégation raciale, parmi lesquels les hôpitaux, les écoles et les transports publics, ainsi que contre les restrictions imposées aux organisations et mouvements d'opposition pacifique, les détentions politiques et les mesures de répression en général. Malheureusement, au lieu de prendre des mesures en vue d'abroger une législation discriminatoire et répressive, le gouvernement sud-africain a préféré réagir par le harcèlement et la détention des responsables de cette campagne ainsi que par l'interdiction des manifestations et le recours excessif à la force pour les disperser.

.../2

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

M. Clark a instamment prié le gouvernement sud-africain de se plier aux appels légitimes de ceux qui demandent qu'il soit mis fin à la discrimination raciale et de remettre en liberté les prisonniers politiques, y compris le chef de l'UDF, Mohammed Valli. Il a également demandé que ne soit pas réprimée la libre expression de l'opposition pacifique. A cet égard, M. Clark a formulé l'espoir que l'important rassemblement en faveur de la paix organisé par les églises, qui doit avoir lieu cette fin de semaine à Soweto et la "Conférence pour un avenir démocratique", qui doit avoir lieu en octobre, ne seront pas interdits.